

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	9
----------------	---

INTRODUCTIONS THÉORIQUES

La religion, objet de l'analyse juridique

Patrice ROLLAND	15
I. Les contraintes externes de l'analyse juridique du fait religieux	17
A. Les choix politiques de l'État	17
B. Le silence de la loi	18
II. Les contraintes internes de l'analyse juridique	21
A. Les contraintes internes de l'analyse juridique	21
B. L'apparente évidence d'une approche « phénoménale »	22
C. Les limites et les difficultés de l'approche phénoménale	23
III. Une incontournable définition « essentialiste »	25
A. Les limites d'une approche subjective de la notion de religion	25
B. Quelle méthode de définition ?	27
Conclusion	29

Voie démocratique et voie contre-majoritaire : réflexions autour des deux cheminements juridiques du mariage homosexuel

Fernando ARLETTAZ	31
I. L'institutionnalisation du mariage homosexuel, marqueur de la laïcisation du mariage	31
II. Modèles européens et américains	33
A. Europe	34
B. Amérique du Nord	34
C. Amérique latine	35
D. Ailleurs dans le monde	36
III. Laïcisation démocratique, laïcisation supra-majoritaire	36
A. <i>Vox populi, vox dei</i>	37
B. Droit au mariage vs. institution du mariage	40
Conclusion	45
Bibliographie	47

PREMIÈRE PARTIE RECHERCHES HISTORIQUES

Les rémanences du droit canonique dans les institutions et le droit français

Antoine LECA.....	51
I. Un ancien droit moins soumis qu'on ne le croit aux influences canoniques	52
A. Des divergences discrètes mais profondes dans la répression criminelle	54
B. Des différences éclatantes et marquantes dans l'ordre juridique privé	56
II. Un droit contemporain plus marqué qu'on ne l'imagine par les rémanences canoniques	57
A. Des influences très diverses tendant le plus souvent à la moralisation des règles de droit	57
B. Des influences d'ordre technique ne comportant pas toujours un aspect moral	65

Les déclarations confessionnelles à l'entrée des hôpitaux de l'assistance publique : l'existence éphémère de la « circulaire Hérold » (septembre 1879-novembre 1882)

Pierre-Olivier CHAUMET	71
I. Une circulaire sujette à polémique.....	73
II. Une circulaire aux résultats controversés	77
Bibliographie sommaire	80

Pie X et la Séparation : Documents assomptionnistes inédits de 1904-1906

Emmanuel TAWIL	81
I. La rupture des relations diplomatiques	86
II. Le refus des associations culturelles	87
III. Le refus de la circulaire Briand et de la loi du 2 janvier 1907	90
Documents.....	95

DEUXIÈME PARTIE RECHERCHES PAR PAYS

FRANCE

L'affaire *Baby Loup* en France

Quelle place pour la religion au travail en contexte laïque ?

Isabelle DESBARATS et Blandine CHELINI-PONT.....	111
L'affaire <i>Baby Loup</i> , révélateur des tensions et des évolutions françaises	111
I. Un droit et une opinion publique réfractaires à l'expression religieuse dans les organisations privées.	115
A. Une préservation quasi absolue de la liberté de conscience	115
B. Une protection très relative des manifestations confessionnelles..	116
C. Des initiatives publiques favorables à une « privatisation » du principe de laïcité.	118

II.	Emergence de nouvelles pratiques professionnelles et gestion de la diversité religieuse au travail	121
A.	Un contexte en évolution : les nouveaux enjeux de la diversité culturelle et religieuse	121
B.	L'émergence de pratiques professionnelles « inclusives ».....	124
III.	L'affaire <i>Baby Loup</i>	126
A.	Six interprétations successives ?	126
B.	La réponse de la Chambre sociale de la Cour de Cassation : le principe de laïcité du personnel ne peut s'appliquer en dehors du service public (19 mars 2013)	127
C.	La réponse de la Cour de renvoi : Le détour européen de l'entreprise de tendance (27 novembre 2013).....	128
D.	La réponse finale de l'Assemblée plénière de la Cour de Cassation (16 juin 2014) : le retour aux sources ?.....	129

L'appréhension juridique du blasphème dans les pratiques artistiques contemporaines

Sébastien CACIOPPO	131	
Introduction	131	
I.	L'art blasphématoire au prisme des libertés individuelles : les interactions entre blasphème et intérêts privés	133
A.	De la permission du blasphème sur le fondement de la liberté de création	134
B.	De la tentative de condamnation du blasphème par son assimilation aux délits de diffamation ou d'injure.....	138
II.	L'art blasphématoire au prisme des sollicitudes étatiques : les interactions entre blasphème et intérêts publics	143
A.	Des conséquences du blasphème comme potentielles atteintes à l'ordre public	143
B.	De l'État comme nouvelle Église, et de l'outrage et de l'offense à son égard comme nouveaux blasphèmes	148
Conclusion.....	155	

EUROPE - MEDITERRANÉE

L'enseignement religieux islamique en Allemagne : enjeux et perspectives

Sylvie TOSKER-ANGOT	159	
I.	1980-1998 : l'introuvable interlocuteur représentatif des musulmans ...	159
A.	Le cadre juridique et institutionnel.....	159
B.	Des expérimentations variées.....	161
II.	1998-2006 : Les débuts de la reconnaissance des associations islamiques comme communautés religieuses	163
A.	Le cas particulier du Land de Berlin	163
B.	Le cas des alévis.....	165
III.	La création de la Conférence allemande sur l'islam en 2006 et l'introduction généralisée d'un enseignement islamique à l'école	166
Conclusion.....	168	
Références bibliographiques.....	169	

L'expérience des Cours d'arbitrage islamiques en Grande-Bretagne

Blandine CHELINI-PONT	171
I. Le système judiciaire « islamique » en Grande-Bretagne.....	172
II. Les conséquences de cette présence judiciaire islamique : une con-pénétration des droits ?	176
Conclusion.....	180

Orthodoxie et liberté de religion dans la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme

Elisabeth A. DIAMANTOPOULOU	181
Introduction	181
I. Une cartographie du contentieux de la CEDH en matière de liberté de religion en Grèce (1993-2013) : Liberté de religion et « protectionnisme religieux » de l'État hellénique dans la jurisprudence de la Cour de Strasbourg	183
A. Les contentieux sur le prosélytisme	185
B. Les contentieux sur l'opération des lieux de culte (non-orthodoxes)	186
C. Les contentieux relatifs à l'insubordination militaire pour des motifs religieux.....	188
D. Sanctions disciplinaires en milieu scolaire liées à la question des convictions religieuses	190
E. Les contentieux patrimoniaux	191
F. La filiation et les canons des Conciles	193
G. Serment religieux et non-obligation à manifester sa confession et ses convictions religieuses.....	196
H. Droits de la défense des prêtres orthodoxes	198
II. Le juge de Strasbourg face à l'Orthodoxie dans la jurisprudence sur la liberté de religion : quelques questions transversales	200
Conclusions	208
Bibliographie	211

La transmission du religieux à l'école grecque : tentatives de réforme d'une question récurrente

Lina MOLOKOTOS-LIEDERMAN	215
Introduction	215
I. L'helléno-orthodoxie et les rapports entre l'Église et l'État.....	215
II. La manifestation et la transmission du religieux à l'école.....	218
A. Le religieux dans la vie scolaire	221
B. La prise en compte de la diversité religieuse.....	221
C. Les cours de religion	223
Conclusions	225
Références bibliographiques.....	229

L'enseignement de l'islam en Turquie :	
querelles sur la définition du « véritable Islam » dans une République laïque	
Ali Kemal DOGAN	233
I. Les cours de religion dans l'instruction publique	234
II. Les écoles coraniques (<i>Kuran Kurslar</i>)	240
A. Les écoles imam hatip	240
III. L'enseignement supérieur en théologie	243
En guise de conclusion	245

La concurrence des droits en Israël

Droits rabbinique et civil face à la définition de la judéité et à l'égalité entre hommes et femmes

Sébastien TANK-STORPER	247
I. « Qui est Juif ? »	250
A. Définition politique versus définition religieuse de l'identité juive	250
B. Centre versus périphérie	253
C. Orthodoxes versus orthodoxes	254
D. Sionistes laïques versus sionistes-religieux	257
II. Les <i>Agounot</i> : Cheval de Troie du combat féministe orthodoxe	258
A. Droit rabbinique et droit des femmes	258
B. Les <i>Agounot</i>	260
Conclusion : <i>Dinah de malkhuta Dinah</i> , Quelle Loi pour quel pays ?	262
Bibliographie	264

La vieille ville de Jérusalem et ses remparts, patrimoine commun de l'UNESCO : Politique ou/et Patrimoine ?

Laurent SERMET	267
I. Le classement de la vieille ville et de ses remparts : la politique avant le patrimoine.	271
A. La gestion de la vieille ville et de ses remparts : marginaliser la contrainte politique ?	274
B. Quelles bases pour une gestion dépolitisée ?	276
Conclusion	279

TROISIÈME PARTIE

DOSSIER L'ISLAM DANS LA LOI / ISLAM IN THE LAW

Islam and the Concept of the Separation of Religion and the State

T. Jeremy GUNN	283
I. <i>Sharia</i> and the Modern State	286
II. An Islamic State ?	288
III. The Medina Model (622-632)	289
IV. The Modern State	292

Aux racines de la séparation de la religion et de l'État dans le monde arabe au XIX^e siècle	
Amal IDRISSEI	295
I. Le contexte historique au commencement de la séparation de la religion et de l'État.....	297
II. L'époque des Lumières arabes	299
Conclusion.....	300
Références bibliographiques.....	302
The reference to the sharia in Arab politics and constitutions	
Baudouin DUPRET	303
I. Implosion, eclipse and come-back in politics	304
II. An essential reference, a diversified content	307
III. Law referred to Islam and the devolution of power in religious matters	308
IV. Sharia as an ideology	314
Chari'a et rationalité de l'État positiviste	
<i>La sécularisation de la fonction de l'ijtihâd</i>	
Mohamed MOUAQIT	317
I. Une chari'a affaiblie, mais un ijthihad toujours fonctionnel.....	318
II. Ijthihad et modernité. L'enjeu de l'étatisation	320
III. Positivisation du droit et nouveau profil du clerc religieux	322
IV. Rationalité de l'État / du politique et rationalité religieuse du clerc	324
La place de la Charia dans les textes juridiques algériens	
Lahcene BENAMZAL	329
I. L'absence de la charia dans toutes les Constitutions algériennes	331
A. L'islam et la religion dans les Constitutions de 1963 et 1976	332
B. Les modifications apparues après la parution de la Constitution de 1989 amendée et complétée en 1996, 2002 et 2008	337
II. La faiblesse de la charia islamique dans le reste des textes juridiques ..	339
A. Avant la promulgation du code de la famille (1963-1984).....	339
B. Après 1984, la promulgation du Code de la famille.....	341
Conclusion.....	343
The September Laws and the Islamist State in the Sudan: What went wrong?	
Jack Vahram KALPAKIAN	345
I. Limitations and Approach	345
II. Islamist Politics and Sudan's Government	346
III. The 2013 Demonstrations	347
IV. Ethnic and Religious Diversity in North Sudan.....	348
V. The <i>Black Book of Sudan</i> : Extreme Regional Disparities Exposed and Politicized	349
VI. Ongoing Insurgencies	350
VII. Economic Hardship	351
VIII. The September Law, the Sharia and Sudanese National Identity Considered	352
Conclusion: what went wrong and what can be done about it ?	353

AQIM (Al-Qaeda in the Islamic Maghreb) and Sharia Law	
Djallil LOUNAS.....	355
Introduction	355
I. Sharia and the radical Islamist groups	356
A. Sharia and Salafism.....	356
B. Al-Qaida and Sharia.....	359
II. AQIM (Al-Qaeda in the Islamic Maghreb) and Sharia.....	362
A. The GIA precedent.....	362
B. GSPC/AQIM in the Sahel and the Sharia.....	363
Conclusion.....	368
Islam in Italy : The “Ghost” Religion	
<i>A “non-religion” in a “religious country”</i>	
Alessandro FERRARI	369
Introduction	369
I. Sociological frameworks	370
II. Muslim actors: The main protagonists.....	372
III. Muslims before the state: A ghost religion.....	376
III. Looking for (a policy of) religious freedom	381
IV. Getting out of “limbo”	385
Religious Freedom and Political Islam in the External Relations of the European Union	
Pasquale ANNICCHINO.....	387
Introduction	387
I. Religious Freedom and the External Relations of the European Union	388
II. The Arab Spring and Political Islam.....	389
III. What’s the role of law and human rights?	393
Conclusion.....	395

QUATRIÈME PARTIE CHRONIQUES DE JURISPRUDENCE

Chronique liberté de communication et respect des croyances Juillet 2013 – juin 2014	
Emmanuel DERIEUX	399
I. Contrôles administratifs.....	400
A. Pouvoirs généraux de police administrative	400
1. Mesures prises	401
2. Contrôles juridictionnels.....	403
a. Arguments échangés.....	403
b. Décisions prononcées	404
B. Pouvoir de sanction du Conseil supérieur de l’audiovisuel.....	406
1. Mesures prises	406
a. Dispositions applicables	406
b. Décisions prises.....	407
2. Contrôles juridictionnels.....	407
a. Conformité à la Constitution	407

b.	Validation de la mesure	409
II.	Contrôles judiciaires	409
A.	Particularités de procédure	409
1.	Textes.....	409
2.	Illustrations jurisprudentielles.....	410
B.	Condamnations prononcées.....	411
1.	Prévention.....	411
2.	Sanction	411

Chronique de jurisprudence judiciaire

Janvier 2013 - août 2014

Julien COUARD, Gregory CAUVIN et Charlotte GAUCHON.....	413	
Droit des personnes.....	413	
I.	Une immixtion jugulée du droit à la vie privée dans la liberté de culte.416	
A.	Le risque de désorganisation du culte par la radiation	416
B.	La protection effective de la vie privée par la mention de renonciation	417
II.	Une dérogation affirmée du statut du culte au regard de la protection des données	419
A.	L'inadaptation du régime de la protection des données	419
B.	L'émergence d'un régime de protection de la mémoire	420
I.	Les situations de fait conflictuelles.....	428
II.	La caractérisation de l'intérêt légitime	428
Droit de la famille	431	
Droit des successions	437	
I.	Le contenu des clauses testamentaires litigieuses	439
II.	Le sort des clauses testamentaires litigieuses	440
Droit des libéralités	445	
Droit des biens	448	
Droit de la responsabilité civile	457	
Droit pénal - procédure pénale.....	462	
I.	Les notions clés du texte précisées	466
A.	La dissimulation non réductible au port d'un voile	467
B.	L'espace public non réductible aux établissements publics	467
II.	L'atteinte à la liberté religieuse écartée	468
A.	La conventionalité du texte	468
B.	Respect de l'ordre public et sanction de l'intention transgressive.469	
Droit des contrats	475	
Droit du travail.....	480	
I.	L'objectivation du licenciement, facteur du « vivre ensemble » dans le respect de l'identité propre de l'entreprise	484
II.	L'erreur de qualification d'entreprise de conviction, source d'interrogation sur la portée d'un « choc des civilisations » en droit du travail.....	485
Droit de la sécurité sociale	499	

Chronique de jurisprudence administrative

Rémy SCHWARTZ et Nicolas SFEZ	507
I. Acquisition de la nationalité et laïcité.....	509
A. Appartenance à une mouvance fondamentaliste	510
B. Les activités du conjoint.....	511
C. Méconnaissance du principe de laïcité	512
II. Neutralité	513
A. Neutralité à l'égard des cultes	513
1. Subventions.....	513
a. Subventions versées par des collectivités territoriales..	515
α. Ostensions	515
β. Travaux d'économie d'énergie	516
b. Subventions versées par l'ADEME	517
2. Mise à disposition de moyens pour exercer le culte	519
a. Mise à disposition d'une salle	519
b. Autorisation d'occupation du domaine public.....	520
B. Neutralité à l'égard des usagers.....	520
1. Neutralité dans les activités	520
a. Éducation.....	520
b. Crèches	521
2. Neutralité des agents	522
III. Liberté de conscience	523
A. Liberté de conscience dans le service public.....	523
1. En milieu carcéral	523
a. Repas confessionnel en prison.....	523
b. Aumôniers	525
c. Pratique religieuse et cellule disciplinaire	526
2. En milieu scolaire et périscolaire	526
a. Pratique de la religion dans un centre de vacances.....	526
b. Article L. 141-5-1 du code de l'éducation nationale	527
B. Liberté de conscience dans l'espace public.....	528
1. Association culturelle.....	528
2. Abattage rituel	529
3. Biens culturels – pouvoirs de l'affectataire	529
4. Inhumation d'un dignitaire religieux	532
5. Sonnerie des cloches.....	533

Le fait religieux dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme 2013-2014

Louis-Léon CHRISTIANS, Stéphanie WATTIER et Gérald TILKIN.....	535
I. Asile, rapatriement, extradition	536
A. Présomption en faveur des dissidents musulmans ouzbeks.....	536
B. Gnostique irakienne, ahmadi pakistanais, chrétien irakien, musulman libyen homosexuel : identité intime, discretion choisie ou perception sociale ?	537
II. Autonomie des églises	540
A. Prêtre marié et professeur de religion en Espagne	541
B. Abus sexuels en Irlande et délégation publique à l'Église	548

III.	Autonomie des consciences	551
	A. Avantage pécunier de l'objection de conscience : effet positif	551
	B. Mort civile de l'objecteur de conscience : effet négatif	552
IV.	Mouvements contestés et arcanes administratives	553
	A. Pollution sonore	553
	B. Catechèse : culte ou scolarité	553
	C. Présomption d'innocence et rubrique pénale de la presse	554
	D. Visage et vivre-ensemble	555
V.	Mort et religion	557
	A. Prohibition de funérailles familiales (<i>Arkhestov c. Russie</i>)	557
	B. Crémation et respect de la vie privée (<i>Şişman c. Turquie</i>)	558
VI.	Régime de reconnaissance des cultes	560
	A. Déclaration de retrait d'un fidèle de sa paroisse (<i>Eigel c. Suisse</i>)	560
	B. Exemption fiscale des lieux publics de culte (<i>Church of Jesus Christ of Latter-Day Saints c. Royaume-Uni</i>) ...	562
	C. Propriété de l'église réformée et droit à l'exécution d'un jugement (<i>fondation foyers des élèves de l'église réformée et Stanomirescu c. Roumanie</i>)	563
	D. Désenregistrement et réenregistrement des communautés religieuses (<i>magyar kereszteny mennonita egyház et autres c. Hongrie</i>)	565
VII.	Religion et prisons	568
	A. Centre de détention et repas des détenus musulmans (<i>Housein c. Grèce et c.d. et autres c. Grèce</i>)	568
	B. Alimentation végétarienne d'un détenu bouddhiste (<i>Cartic c. Roumanie – n° 2</i>)	571
VIII.	Restitution de lieux de culte par les régimes post-communistes	572
Table des matières		575